

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Caléo au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE CALEO	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE CALEO ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE CALEO	8
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	8
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	8
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	9
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR CALEO EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	10
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	11
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1 ^{ER} JUILLET 2014	11
III. CONCLUSIONS	11

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux

principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de Caléo, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

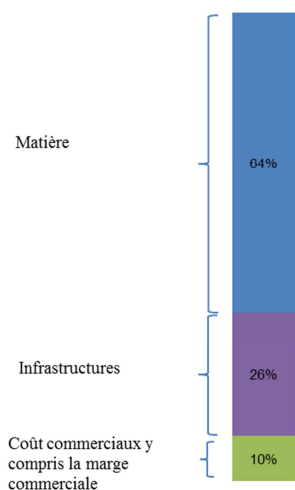
La CRE a adressé à Caléo, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans les tarifs réglementés de vente de Caléo pour l'année 2013, et leurs parts respectives :

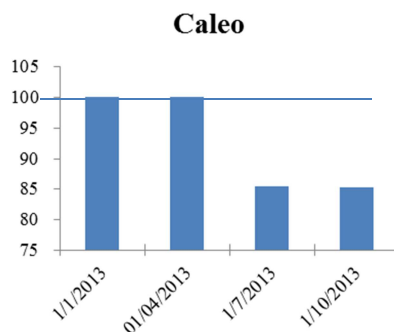


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'approvisionnement y compris les coûts de transport (ou « matière ») ;
- les autres infrastructures (coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel) ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



L'évolution du tarif de Caléo est le résultat de l'application de la formule prévue par l'arrêté du 27 juin 2013 pour le calcul de la part matière et de l'application de l'évolution des coûts d'accès au réseau de distribution de Caléo.

¹ Client avec une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de Caléo

1 Présentation des activités de Caléo et de la dissociation comptable

Caléo, Société Economie Mixte locale, entreprise locale de distribution de gaz et d'eau potable située à l'entrée de la vallée du Florival à GUEBWILLER.

L'actionnariat de Caléo est composé de la ville de Guebwiller (82,3%), Syndicat des eaux EBE (Ensisheim, Bollwiller et Environs) (0,5%), BFCM (7,5%), Société de Gaz de Barr (6,6%) et établissements bancaires pour le reste (3%).

En 2013, le chiffre d'affaires total de Caléo s'élève à 21 M€. La contribution du chiffre d'affaires « gaz » représente 16 M€ (soit 78%) et l'« eau » 5 M€ (soit 22%).

Compte tenu des diverses activités de Caléo, les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice de dissociation comptable, par application des principes de dissociation approuvés par la CRE (Délibération du 7 février 2007).

Ces principes reposent sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, lorsque cela n'est pas possible, par une application de clés (CA, effectifs, salaires et surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Caléo sont les suivants :

a) Gaz :

- la fourniture de gaz aux clients au tarif réglementé ;
- la fourniture de gaz aux clients aux offres de marché ;
- la gestion du réseau de distribution de gaz naturel.

b) Eau

Caléo a transmis à la CRE ses comptes dissociés 2013 le 11 mai 2014.

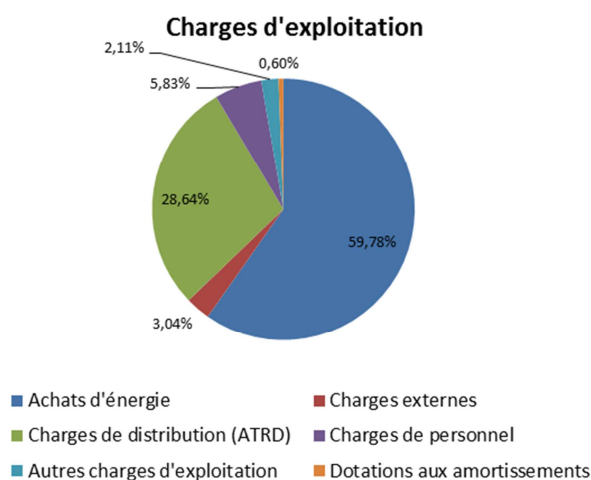
La CRE a mené des travaux d'analyse et de validation des données de cette comptabilité dissociée afin de s'assurer de la correcte application des principes de dissociation. Ces travaux ont également permis de valider le montant et le périmètre des charges et produits de Caléo supportés au titre de l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés.

Le niveau de ces charges et de ces produits ainsi validé sert de support à l'analyse détaillée des coûts dans les tarifs réglementés de Caléo présentée ci-après.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de Caléo s'élève à environ 13 M€ en 2013.

Les données ci-après présentent les grands agrégats de produits et charges associés à cette activité (données 2013) :



Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fournie des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, les transferts de charges ainsi que les autres produits d'exploitation.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz auprès de fournisseur pour les clients aux tarifs réglementés.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, les locations immobilières, les autres services extérieurs, les honoraires, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel. Caléo ayant par ailleurs une activité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD), refacturation du GRD

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

Autres charges d'exploitation

Les principaux montants enregistrés dans ce compte concernent les impôts et taxes, les primes d'économie d'énergie.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de Caléo

1 Coûts d'approvisionnement

Un fournisseur s'est engagé par contrat à fournir aux PITD du gaz naturel. Les conditions particulières du contrat prévoient pour la durée du 1^{er} avril 2013 au 1^{er} février 2014 prévoit un prix du gaz en fonction :

- D'un terme fixe mensuel selon une capacité journalière
- Des termes de quantités avec une formule avec des indices marché
- Des termes de quantités avec une formule avec des indices pétroliers
- De prix fixe.

1.1 La formule en vigueur

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, elle a émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant cette formule dans sa délibération du 25 juin 2013.

L'évolution des coûts d'approvisionnement des tarifs réglementés de vente est déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\Delta m = \Delta \left[\left[\sum_i Q_i * [C_i + b_i * (FOL + FOD)] + \sum_j Q_j * C_j \right] / \sum_{i,j} Q_{i,j} \right]$$

C : représente les constantes définies dans les clauses contractuelles d'approvisionnement de Caléo pour les quantités.

b : représente le coefficient de pondération du panier des produits pétroliers selon les clauses contractuelles d'approvisionnement

Q : représente les volumes de gaz achetés auprès du fournisseur selon les clauses contractuelles d'approvisionnement selon une formule 313

FOL : représente la cotation à Rotterdam du fioul lourd basse teneur en soufre, en euros par tonne, constatée sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

FOD : représente la cotation à Rotterdam du fioul domestique à 0,1%, en euros par tonne, sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

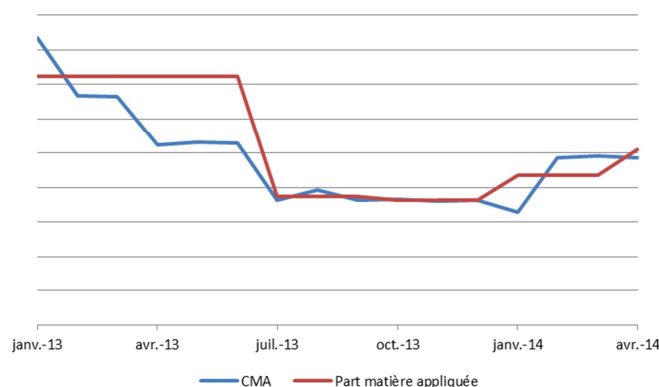
Cette formule est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2013.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière appliquée (en €/Mwh) prise en compte dans le tarif a évolué tous les trimestres.

L'opérateur calcule tous les trimestres les différentes formules du contrat calculées en 313, le résultat est affecté au Tarifs réglementés de vente en fonction de la part du volume distribués au TRV et ce calcul est effectué pour les trois mois suivant le mouvement tarifaire et la part matière appliquée est la moyenne de la part matière mensuelle calculée des 3 mois suivants la demande tarifaire.

Evolution entre les coûts réalisés (Coût Moyen Achat) et la part matière appliquée sur 2013 en €/Mwh :



Ce graphique illustre que, sur l'exercice 2013, les coûts estimés par la formule tarifaires ont été supérieurs en moyenne au coût moyen d'approvisionnement réellement supportés par Caléo.

Les coûts d'approvisionnement de Caléo ont été couverts par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Caléo a signé un avenant à son contrat d'approvisionnement en gaz naturel avec effet au 1^{er} février 2014 avec son fournisseur concernant principalement la composante relative à la formule de prix du contrat.

La CRE relève que cet avenant n'est pas pris en compte dans la formule en vigueur.

Une révision de la formule tarifaire apparaît par conséquent nécessaire au 1^{er} juillet 2014, afin de refléter au mieux l'évolution des conditions d'approvisionnement de Caléo.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par Caléo en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par Caléo par les recettes des ventes aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts supportés en 2013 par Caléo ont été marqués par :

- L'évolution de la part fixe du contrat d'approvisionnement de Caléo (coûts de transport et de stockage notamment),

- l'évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel a induit une augmentation (+13,2%) sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de Caléo².

L'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Caléo a pris en compte l'ensemble de ses hausses.

Caléo a transmis à la CRE une décomposition des coûts commerciaux pour l'exercice 2013.

La CRE a procédé à une analyse de la comptabilité dissociée de Caléo pour l'exercice 2013. Il ressort de cette analyse que le résultat de l'activité de fourniture aux clients aux tarifs réglementés est conforme à la marge théorique inclus dans les tarifs.

La CRE n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés par Caléo en 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Caléo.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts des infrastructures : *« sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Caléo, d'une facturation par le fournisseur du combustible »*.

Au 1^{er} juillet 2014, l'évolution de la grille tarifaire du GRD de Caléo induit une diminution de -1,62%³ de ses coûts d'utilisation des infrastructures.

Concernant les coûts de transport, ces coûts étant pris en compte dans la part fixe de son contrat d'approvisionnement, en cas d'évolution éventuelle de cette part fixe résultant de l'augmentation des coûts d'utilisation des réseaux de transport, celle-ci serait pris en compte dans l'évolution de la part matière estimé par la formule.

L'évolution des coûts d'infrastructure de Caléo doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux : *« se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des certificats d'économie d'énergie, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des*

² Délibération du 25 avril 2013

³ Délibération du 15 mai 2014

montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles ».

A début mai 2014, Caléo n'a pas transmis à la CRE de prévisions s'agissant de l'évolution de ses coûts hors approvisionnement sur l'exercice 2014 par rapport aux coûts constatés en 2013.

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Caléo n'a pas transmis à la CRE ses hypothèses prévisionnelles de nombre de clients et de volumes associés pour les exercices 2014 et 2015.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de Caléo au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE conclut qu'elle n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés en 2013.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE a relevé lors de ses travaux des éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1er juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de Caléo, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1er juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts.